

A

Informations générales

Veillez fournir les coordonnées pour les éventuelles questions complémentaires. Les coordonnées seront traitées de manière confidentielle.

Pays

Organisme gouvernemental

Département

Nom du contact

Poste

Numéro de téléphone

Email

C1

Statistiques de cas

Restitution d'avoirs au niveau international, 2010–2019

Dans cette section, veuillez fournir des détails sur les efforts de recouvrement international d'avoirs impliquant votre juridiction dans lesquels des produits de la corruption ont déjà été transférés à—ou reçus de—une autre juridiction entre le 1er janvier 2010 et le 31 décembre 2019.

Ne signaler qu'un cas par table. En dessous, une place est prévue pour 5 cas dans chaque sous-section de la section C : C1–Restitution d'avoirs au niveau international, [C2–Confiscations d'avoirs](#), [C3–Gel / saisie d'avoirs \(mesures provisoires\)](#). Pour inclure plus de 5 cas dans une sous-section, veuillez télécharger à nouveau ce questionnaire et ne remplir que la section A et tous les autres cas de la section C.

Pour plus de détails sur les critères applicables aux cas de recouvrement international d'avoirs inclus dans cette étude, veuillez-vous reporter aux notes explicatives [p. 4](#).

Le texte de l'accord est-il disponible publiquement ou sur demande ?	Non N / A (pas d'accord) Oui. Veuillez fournir un lien, si disponible :												
Date d'ordonnance(s) de confiscation⁶	Date (mois / année ou période) Juridiction												
Exécution d'ordonnance(s) de confiscation	Date (mois / année ou période) Juridiction												
Type d'avoir au moment de la confiscation (Sélectionnez tout ce qui s'y rapporte)	<table border="0"> <tr> <td>Espèces / dépôt bancaire</td> <td>Titres</td> <td>Immobilier</td> </tr> <tr> <td>Personne morale ou construction juridique</td> <td>Avion</td> <td>Yacht / bateau</td> </tr> <tr> <td>Véhicule automobile</td> <td>Oeuvre</td> <td>Bijoux</td> </tr> <tr> <td>Autre :</td> <td></td> <td></td> </tr> </table>	Espèces / dépôt bancaire	Titres	Immobilier	Personne morale ou construction juridique	Avion	Yacht / bateau	Véhicule automobile	Oeuvre	Bijoux	Autre :		
Espèces / dépôt bancaire	Titres	Immobilier											
Personne morale ou construction juridique	Avion	Yacht / bateau											
Véhicule automobile	Oeuvre	Bijoux											
Autre :													
Date de l'ordre de gel / saisie des avoirs⁷ ?	Date (mois / année ou période) Juridiction												
Exécution d'une ordonnance de gel / saisie d'avoirs ?	Date (mois / année ou période) Juridiction												
Comment le gel / saisie des avoirs a-t-il été initié ?	<p>Par une demande de gel / saisie par entraide judiciaire du pays d'origine</p> <p>Par une demande de gel / saisie par entraide judiciaire d'un pays tiers</p> <p>Par une enquête nationale menée par les autorités répressives (indépendamment de la demande étrangère)</p> <p>Par une action de la CRF pour suspendre une transaction suspecte⁸</p> <p>Par une action indépendante d'une institution financière⁹</p> <p>Différemment:</p>												
Quel était le fondement juridique du recouvrement d'avoirs dans votre juridiction ? (Sélectionnez tout ce qui s'y rapporte)	<table border="0"> <tr> <td>Poursuites pénales et confiscation fondées sur une condamnation</td> <td>Confiscation administrative</td> </tr> <tr> <td>Confiscation sans condamnation (BCN)</td> <td>Indemnisation, restitution ou indemnisation ordonnée par un tribunal à une juridiction étrangère</td> </tr> <tr> <td>Actions civiles privées (y compris procédure d'insolvabilité)</td> <td>Règlement</td> </tr> <tr> <td>Exécution d'une ordonnance de confiscation pénale étrangère</td> <td>N / A (pas de procédure légale dans ma juridiction)</td> </tr> <tr> <td>Exécution de la décision de confiscation d'une BCN étrangère</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Autre :</td> <td></td> </tr> </table>	Poursuites pénales et confiscation fondées sur une condamnation	Confiscation administrative	Confiscation sans condamnation (BCN)	Indemnisation, restitution ou indemnisation ordonnée par un tribunal à une juridiction étrangère	Actions civiles privées (y compris procédure d'insolvabilité)	Règlement	Exécution d'une ordonnance de confiscation pénale étrangère	N / A (pas de procédure légale dans ma juridiction)	Exécution de la décision de confiscation d'une BCN étrangère		Autre :	
Poursuites pénales et confiscation fondées sur une condamnation	Confiscation administrative												
Confiscation sans condamnation (BCN)	Indemnisation, restitution ou indemnisation ordonnée par un tribunal à une juridiction étrangère												
Actions civiles privées (y compris procédure d'insolvabilité)	Règlement												
Exécution d'une ordonnance de confiscation pénale étrangère	N / A (pas de procédure légale dans ma juridiction)												
Exécution de la décision de confiscation d'une BCN étrangère													
Autre :													

Quelle était la base légale de la coopération internationale ? <i>(Sélectionnez tout ce qui s’y rapporte)</i>	CNUCC	Traité bilatéral d’entraide judiciaire
	Réciprocité	N / A
	Autre base légale (y compris les autres traités multilatéraux) :	

Quels réseaux ou partenariats de restitution d’avoirs ont été utilisés pour faciliter cette restitution ? <i>(Sélectionnez tout ce qui s’y rapporte)</i>	ARIN-AP	CARIN	ARO de l’UE	Assistant technique
	ARIN-CARIB	Groupe	Réseau de	StAR
	ARIN-EA	Egmont	points focaux	Assistant
	ARINSA	RRAG	mondiaux	technique
	ARIN-WA	IACCC	INTERPOL /	ICAR
	ARIN-WCA		StAR	
	Autre :			

Existe-t-il / y a-t-il eu une enquête / poursuite nationale concernant cette affaire : 1) dans le pays d’origine, 2) dans le pays de localisation d’avoirs ? <i>(Sélectionnez tout ce qui s’y rapporte)</i>	Oui, dans le pays d’origine	Oui, dans le pays de localisation d’avoirs		
	Non	Je ne sais pas		
	Si OUI : Quel est le statut de l’enquête / de la poursuite?			
	Pays d’origine:	En cours	Conclu	Je ne sais pas
Pays de localisation d’avoirs:	En cours	Conclu	Je ne sais pas	
Résultat:				

Y a-t-il d’autres facteurs spécifiques qui ont contribué à rendre la restitution d’avoirs possible dans ce cas ? Par exemple : une équipe d’enquête conjointe internationale, utilisation de mesures d’enquête spécifiques (par exemple, Ordre de la richesse inexplicée au Royaume-Uni), application de la loi sur l’enrichissement illicite, utilisation du pouvoir de la CRF de suspendre des transactions suspectes, utilisation de mesures de confiscation de valeur équivalente, engagement de personnes privées conseil pour agir au nom du pays d’origine

➔ Veuillez ajouter un autre cas sur la page suivante ou [passez à la section C2](#)

Le texte de l'accord est-il disponible publiquement ou sur demande ?	Non N / A (pas d'accord) Oui. Veuillez fournir un lien, si disponible :												
Date d'ordonnance(s) de confiscation⁶	Date (mois / année ou période) Juridiction												
Exécution d'ordonnance(s) de confiscation	Date (mois / année ou période) Juridiction												
Type d'avoir au moment de la confiscation (Sélectionnez tout ce qui s'y rapporte)	<table border="0"> <tr> <td>Espèces / dépôt bancaire</td> <td>Titres</td> <td>Immobilier</td> </tr> <tr> <td>Personne morale ou construction juridique</td> <td>Avion</td> <td>Yacht / bateau</td> </tr> <tr> <td>Véhicule automobile</td> <td>Oeuvre</td> <td>Bijoux</td> </tr> <tr> <td>Autre :</td> <td></td> <td></td> </tr> </table>	Espèces / dépôt bancaire	Titres	Immobilier	Personne morale ou construction juridique	Avion	Yacht / bateau	Véhicule automobile	Oeuvre	Bijoux	Autre :		
Espèces / dépôt bancaire	Titres	Immobilier											
Personne morale ou construction juridique	Avion	Yacht / bateau											
Véhicule automobile	Oeuvre	Bijoux											
Autre :													
Date de l'ordre de gel / saisie des avoirs⁷ ?	Date (mois / année ou période) Juridiction												
Exécution d'une ordonnance de gel / saisie d'avoirs ?	Date (mois / année ou période) Juridiction												
Comment le gel / saisie des avoirs a-t-il été initié ?	<p>Par une demande de gel / saisie par entraide judiciaire du pays d'origine</p> <p>Par une demande de gel / saisie par entraide judiciaire d'un pays tiers</p> <p>Par une enquête nationale menée par les autorités répressives (indépendamment de la demande étrangère)</p> <p>Par une action de la CRF pour suspendre une transaction suspecte⁸</p> <p>Par une action indépendante d'une institution financière⁹</p> <p>Différemment:</p>												
Quel était le fondement juridique du recouvrement d'avoirs dans votre juridiction ? (Sélectionnez tout ce qui s'y rapporte)	<table border="0"> <tr> <td>Poursuites pénales et confiscation fondées sur une condamnation</td> <td>Confiscation administrative</td> </tr> <tr> <td>Confiscation sans condamnation (BCN)</td> <td>Indemnisation, restitution ou indemnisation ordonnée par un tribunal à une juridiction étrangère</td> </tr> <tr> <td>Actions civiles privées (y compris procédure d'insolvabilité)</td> <td>Règlement</td> </tr> <tr> <td>Exécution d'une ordonnance de confiscation pénale étrangère</td> <td>N / A (pas de procédure légale dans ma juridiction)</td> </tr> <tr> <td>Exécution de la décision de confiscation d'une BCN étrangère</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Autre :</td> <td></td> </tr> </table>	Poursuites pénales et confiscation fondées sur une condamnation	Confiscation administrative	Confiscation sans condamnation (BCN)	Indemnisation, restitution ou indemnisation ordonnée par un tribunal à une juridiction étrangère	Actions civiles privées (y compris procédure d'insolvabilité)	Règlement	Exécution d'une ordonnance de confiscation pénale étrangère	N / A (pas de procédure légale dans ma juridiction)	Exécution de la décision de confiscation d'une BCN étrangère		Autre :	
Poursuites pénales et confiscation fondées sur une condamnation	Confiscation administrative												
Confiscation sans condamnation (BCN)	Indemnisation, restitution ou indemnisation ordonnée par un tribunal à une juridiction étrangère												
Actions civiles privées (y compris procédure d'insolvabilité)	Règlement												
Exécution d'une ordonnance de confiscation pénale étrangère	N / A (pas de procédure légale dans ma juridiction)												
Exécution de la décision de confiscation d'une BCN étrangère													
Autre :													

Quelle était la base légale de la coopération internationale ? <i>(Sélectionnez tout ce qui s’y rapporte)</i>	CNUCC	Traité bilatéral d’entraide judiciaire
	Réciprocité	N / A
	Autre base légale (y compris les autres traités multilatéraux) :	

Quels réseaux ou partenariats de restitution d’avoirs ont été utilisés pour faciliter cette restitution ? <i>(Sélectionnez tout ce qui s’y rapporte)</i>	ARIN-AP	CARIN	ARO de l’UE	Assistant technique
	ARIN-CARIB	Groupe	Réseau de	StAR
	ARIN-EA	Egmont	points focaux	Assistant
	ARINSA	RRAG	mondiaux	technique
	ARIN-WA	IACCC	INTERPOL /	ICAR
	ARIN-WCA		StAR	
	Autre :			

Existe-t-il / y a-t-il eu une enquête / poursuite nationale concernant cette affaire : 1) dans le pays d’origine, 2) dans le pays de localisation d’avoirs ? <i>(Sélectionnez tout ce qui s’y rapporte)</i>	Oui, dans le pays d’origine	Oui, dans le pays de localisation d’avoirs		
	Non	Je ne sais pas		
	Si OUI : Quel est le statut de l’enquête / de la poursuite?			
	Pays d’origine:	En cours	Conclu	Je ne sais pas
Pays de localisation d’avoirs:	En cours	Conclu	Je ne sais pas	
Résultat:				

Y a-t-il d’autres facteurs spécifiques qui ont contribué à rendre la restitution d’avoirs possible dans ce cas ? Par exemple : une équipe d’enquête conjointe internationale, utilisation de mesures d’enquête spécifiques (par exemple, Ordre de la richesse inexplicée au Royaume-Uni), application de la loi sur l’enrichissement illicite, utilisation du pouvoir de la CRF de suspendre des transactions suspectes, utilisation de mesures de confiscation de valeur équivalente, engagement de personnes privées conseil pour agir au nom du pays d’origine

➔ Veuillez ajouter un autre cas sur la page suivante ou [passez à la section C2](#)

Le texte de l'accord est-il disponible publiquement ou sur demande ?	Non N / A (pas d'accord) Oui. Veuillez fournir un lien, si disponible :												
Date d'ordonnance(s) de confiscation⁶	Date (mois / année ou période) Juridiction												
Exécution d'ordonnance(s) de confiscation	Date (mois / année ou période) Juridiction												
Type d'avoir au moment de la confiscation (Sélectionnez tout ce qui s'y rapporte)	<table border="0"> <tr> <td>Espèces / dépôt bancaire</td> <td>Titres</td> <td>Immobilier</td> </tr> <tr> <td>Personne morale ou construction juridique</td> <td>Avion</td> <td>Yacht / bateau</td> </tr> <tr> <td>Véhicule automobile</td> <td>Oeuvre</td> <td>Bijoux</td> </tr> <tr> <td>Autre :</td> <td></td> <td></td> </tr> </table>	Espèces / dépôt bancaire	Titres	Immobilier	Personne morale ou construction juridique	Avion	Yacht / bateau	Véhicule automobile	Oeuvre	Bijoux	Autre :		
Espèces / dépôt bancaire	Titres	Immobilier											
Personne morale ou construction juridique	Avion	Yacht / bateau											
Véhicule automobile	Oeuvre	Bijoux											
Autre :													
Date de l'ordre de gel / saisie des avoirs⁷ ?	Date (mois / année ou période) Juridiction												
Exécution d'une ordonnance de gel / saisie d'avoirs ?	Date (mois / année ou période) Juridiction												
Comment le gel / saisie des avoirs a-t-il été initié ?	<p>Par une demande de gel / saisie par entraide judiciaire du pays d'origine</p> <p>Par une demande de gel / saisie par entraide judiciaire d'un pays tiers</p> <p>Par une enquête nationale menée par les autorités répressives (indépendamment de la demande étrangère)</p> <p>Par une action de la CRF pour suspendre une transaction suspecte⁸</p> <p>Par une action indépendante d'une institution financière⁹</p> <p>Différemment:</p>												
Quel était le fondement juridique du recouvrement d'avoirs dans votre juridiction ? (Sélectionnez tout ce qui s'y rapporte)	<table border="0"> <tr> <td>Poursuites pénales et confiscation fondées sur une condamnation</td> <td>Confiscation administrative</td> </tr> <tr> <td>Confiscation sans condamnation (BCN)</td> <td>Indemnisation, restitution ou indemnisation ordonnée par un tribunal à une juridiction étrangère</td> </tr> <tr> <td>Actions civiles privées (y compris procédure d'insolvabilité)</td> <td>Règlement</td> </tr> <tr> <td>Exécution d'une ordonnance de confiscation pénale étrangère</td> <td>N / A (pas de procédure légale dans ma juridiction)</td> </tr> <tr> <td>Exécution de la décision de confiscation d'une BCN étrangère</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Autre :</td> <td></td> </tr> </table>	Poursuites pénales et confiscation fondées sur une condamnation	Confiscation administrative	Confiscation sans condamnation (BCN)	Indemnisation, restitution ou indemnisation ordonnée par un tribunal à une juridiction étrangère	Actions civiles privées (y compris procédure d'insolvabilité)	Règlement	Exécution d'une ordonnance de confiscation pénale étrangère	N / A (pas de procédure légale dans ma juridiction)	Exécution de la décision de confiscation d'une BCN étrangère		Autre :	
Poursuites pénales et confiscation fondées sur une condamnation	Confiscation administrative												
Confiscation sans condamnation (BCN)	Indemnisation, restitution ou indemnisation ordonnée par un tribunal à une juridiction étrangère												
Actions civiles privées (y compris procédure d'insolvabilité)	Règlement												
Exécution d'une ordonnance de confiscation pénale étrangère	N / A (pas de procédure légale dans ma juridiction)												
Exécution de la décision de confiscation d'une BCN étrangère													
Autre :													

Quelle était la base légale de la coopération internationale ? <i>(Sélectionnez tout ce qui s’y rapporte)</i>	CNUCC	Traité bilatéral d’entraide judiciaire
	Réciprocité	N / A
	Autre base légale (y compris les autres traités multilatéraux) :	

Quels réseaux ou partenariats de restitution d’avoirs ont été utilisés pour faciliter cette restitution ? <i>(Sélectionnez tout ce qui s’y rapporte)</i>	ARIN-AP	CARIN	ARO de l’UE	Assistant technique
	ARIN-CARIB	Groupe	Réseau de points focaux	StAR
	ARIN-EA	Egmont	mondiaux	Assistant technique
	ARINSA	RRAG	INTERPOL /	StAR
	ARIN-WA	IACCC		ICAR
	ARIN-WCA			
	Autre :			

Existe-t-il / y a-t-il eu une enquête / poursuite nationale concernant cette affaire : 1) dans le pays d’origine, 2) dans le pays de localisation d’avoirs ? <i>(Sélectionnez tout ce qui s’y rapporte)</i>	Oui, dans le pays d’origine	Oui, dans le pays de localisation d’avoirs		
	Non	Je ne sais pas		
	Si OUI : Quel est le statut de l’enquête / de la poursuite?			
	Pays d’origine:	En cours	Conclu	Je ne sais pas
	Pays de localisation d’avoirs:	En cours	Conclu	Je ne sais pas
Résultat:				

Y a-t-il d’autres facteurs spécifiques qui ont contribué à rendre la restitution d’avoirs possible dans ce cas ? Par exemple : une équipe d’enquête conjointe internationale, utilisation de mesures d’enquête spécifiques (par exemple, Ordre de la richesse inexplicée au Royaume-Uni), application de la loi sur l’enrichissement illicite, utilisation du pouvoir de la CRF de suspendre des transactions suspectes, utilisation de mesures de confiscation de valeur équivalente, engagement de personnes privées conseil pour agir au nom du pays d’origine

➔ Veuillez ajouter un autre cas sur la page suivante ou [passez à la section C2](#)

Le texte de l'accord est-il disponible publiquement ou sur demande ?	Non N / A (pas d'accord) Oui. Veuillez fournir un lien, si disponible :												
Date d'ordonnance(s) de confiscation⁶	Date (mois / année ou période) Juridiction												
Exécution d'ordonnance(s) de confiscation	Date (mois / année ou période) Juridiction												
Type d'avoir au moment de la confiscation (Sélectionnez tout ce qui s'y rapporte)	<table border="0"> <tr> <td>Espèces / dépôt bancaire</td> <td>Titres</td> <td>Immobilier</td> </tr> <tr> <td>Personne morale ou construction juridique</td> <td>Avion</td> <td>Yacht / bateau</td> </tr> <tr> <td>Véhicule automobile</td> <td>Oeuvre</td> <td>Bijoux</td> </tr> <tr> <td>Autre :</td> <td></td> <td></td> </tr> </table>	Espèces / dépôt bancaire	Titres	Immobilier	Personne morale ou construction juridique	Avion	Yacht / bateau	Véhicule automobile	Oeuvre	Bijoux	Autre :		
Espèces / dépôt bancaire	Titres	Immobilier											
Personne morale ou construction juridique	Avion	Yacht / bateau											
Véhicule automobile	Oeuvre	Bijoux											
Autre :													
Date de l'ordre de gel / saisie des avoirs⁷ ?	Date (mois / année ou période) Juridiction												
Exécution d'une ordonnance de gel / saisie d'avoirs ?	Date (mois / année ou période) Juridiction												
Comment le gel / saisie des avoirs a-t-il été initié ?	<p>Par une demande de gel / saisie par entraide judiciaire du pays d'origine</p> <p>Par une demande de gel / saisie par entraide judiciaire d'un pays tiers</p> <p>Par une enquête nationale menée par les autorités répressives (indépendamment de la demande étrangère)</p> <p>Par une action de la CRF pour suspendre une transaction suspecte⁸</p> <p>Par une action indépendante d'une institution financière⁹</p> <p>Différemment:</p>												
Quel était le fondement juridique du recouvrement d'avoirs dans votre juridiction ? (Sélectionnez tout ce qui s'y rapporte)	<table border="0"> <tr> <td>Poursuites pénales et confiscation fondées sur une condamnation</td> <td>Confiscation administrative</td> </tr> <tr> <td>Confiscation sans condamnation (BCN)</td> <td>Indemnisation, restitution ou indemnisation ordonnée par un tribunal à une juridiction étrangère</td> </tr> <tr> <td>Actions civiles privées (y compris procédure d'insolvabilité)</td> <td>Règlement</td> </tr> <tr> <td>Exécution d'une ordonnance de confiscation pénale étrangère</td> <td>N / A (pas de procédure légale dans ma juridiction)</td> </tr> <tr> <td>Exécution de la décision de confiscation d'une BCN étrangère</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Autre :</td> <td></td> </tr> </table>	Poursuites pénales et confiscation fondées sur une condamnation	Confiscation administrative	Confiscation sans condamnation (BCN)	Indemnisation, restitution ou indemnisation ordonnée par un tribunal à une juridiction étrangère	Actions civiles privées (y compris procédure d'insolvabilité)	Règlement	Exécution d'une ordonnance de confiscation pénale étrangère	N / A (pas de procédure légale dans ma juridiction)	Exécution de la décision de confiscation d'une BCN étrangère		Autre :	
Poursuites pénales et confiscation fondées sur une condamnation	Confiscation administrative												
Confiscation sans condamnation (BCN)	Indemnisation, restitution ou indemnisation ordonnée par un tribunal à une juridiction étrangère												
Actions civiles privées (y compris procédure d'insolvabilité)	Règlement												
Exécution d'une ordonnance de confiscation pénale étrangère	N / A (pas de procédure légale dans ma juridiction)												
Exécution de la décision de confiscation d'une BCN étrangère													
Autre :													

Quelle était la base légale de la coopération internationale ? <i>(Sélectionnez tout ce qui s’y rapporte)</i>	CNUCC	Traité bilatéral d’entraide judiciaire
	Réciprocité	N / A
	Autre base légale (y compris les autres traités multilatéraux) :	

Quels réseaux ou partenariats de restitution d’avoirs ont été utilisés pour faciliter cette restitution ? <i>(Sélectionnez tout ce qui s’y rapporte)</i>	ARIN-AP	CARIN	ARO de l’UE	Assistant technique
	ARIN-CARIB	Groupe	Réseau de points focaux	StAR
	ARIN-EA	Egmont	mondiaux	Assistant technique
	ARINSA	RRAG	INTERPOL /	StAR
	ARIN-WA	IACCC		ICAR
	ARIN-WCA			
	Autre :			

Existe-t-il / y a-t-il eu une enquête / poursuite nationale concernant cette affaire : 1) dans le pays d’origine, 2) dans le pays de localisation d’avoirs ? <i>(Sélectionnez tout ce qui s’y rapporte)</i>	Oui, dans le pays d’origine	Oui, dans le pays de localisation d’avoirs		
	Non	Je ne sais pas		
	Si OUI : Quel est le statut de l’enquête / de la poursuite?			
	Pays d’origine:	En cours	Conclu	Je ne sais pas
	Pays de localisation d’avoirs:	En cours	Conclu	Je ne sais pas
Résultat:				

Y a-t-il d’autres facteurs spécifiques qui ont contribué à rendre la restitution d’avoirs possible dans ce cas ? Par exemple : une équipe d’enquête conjointe internationale, utilisation de mesures d’enquête spécifiques (par exemple, Ordre de la richesse inexplicée au Royaume-Uni), application de la loi sur l’enrichissement illicite, utilisation du pouvoir de la CRF de suspendre des transactions suspectes, utilisation de mesures de confiscation de valeur équivalente, engagement de personnes privées conseil pour agir au nom du pays d’origine

➔ Veuillez ajouter un autre cas sur la page suivante ou [passez à la section C2](#)

Le texte de l'accord est-il disponible publiquement ou sur demande ?	Non N / A (pas d'accord) Oui. Veuillez fournir un lien, si disponible :												
Date d'ordonnance(s) de confiscation⁶	Date (mois / année ou période) Juridiction												
Exécution d'ordonnance(s) de confiscation	Date (mois / année ou période) Juridiction												
Type d'avoir au moment de la confiscation (Sélectionnez tout ce qui s'y rapporte)	<table border="0"> <tr> <td>Espèces / dépôt bancaire</td> <td>Titres</td> <td>Immobilier</td> </tr> <tr> <td>Personne morale ou construction juridique</td> <td>Avion</td> <td>Yacht / bateau</td> </tr> <tr> <td>Véhicule automobile</td> <td>Oeuvre</td> <td>Bijoux</td> </tr> <tr> <td>Autre :</td> <td></td> <td></td> </tr> </table>	Espèces / dépôt bancaire	Titres	Immobilier	Personne morale ou construction juridique	Avion	Yacht / bateau	Véhicule automobile	Oeuvre	Bijoux	Autre :		
Espèces / dépôt bancaire	Titres	Immobilier											
Personne morale ou construction juridique	Avion	Yacht / bateau											
Véhicule automobile	Oeuvre	Bijoux											
Autre :													
Date de l'ordre de gel / saisie des avoirs⁷ ?	Date (mois / année ou période) Juridiction												
Exécution d'une ordonnance de gel / saisie d'avoirs ?	Date (mois / année ou période) Juridiction												
Comment le gel / saisie des avoirs a-t-il été initié ?	<p>Par une demande de gel / saisie par entraide judiciaire du pays d'origine</p> <p>Par une demande de gel / saisie par entraide judiciaire d'un pays tiers</p> <p>Par une enquête nationale menée par les autorités répressives (indépendamment de la demande étrangère)</p> <p>Par une action de la CRF pour suspendre une transaction suspecte⁸</p> <p>Par une action indépendante d'une institution financière⁹</p> <p>Différemment:</p>												
Quel était le fondement juridique du recouvrement d'avoirs dans votre juridiction ? (Sélectionnez tout ce qui s'y rapporte)	<table border="0"> <tr> <td>Poursuites pénales et confiscation fondées sur une condamnation</td> <td>Confiscation administrative</td> </tr> <tr> <td>Confiscation sans condamnation (BCN)</td> <td>Indemnisation, restitution ou indemnisation ordonnée par un tribunal à une juridiction étrangère</td> </tr> <tr> <td>Actions civiles privées (y compris procédure d'insolvabilité)</td> <td>Règlement</td> </tr> <tr> <td>Exécution d'une ordonnance de confiscation pénale étrangère</td> <td>N / A (pas de procédure légale dans ma juridiction)</td> </tr> <tr> <td>Exécution de la décision de confiscation d'une BCN étrangère</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Autre :</td> <td></td> </tr> </table>	Poursuites pénales et confiscation fondées sur une condamnation	Confiscation administrative	Confiscation sans condamnation (BCN)	Indemnisation, restitution ou indemnisation ordonnée par un tribunal à une juridiction étrangère	Actions civiles privées (y compris procédure d'insolvabilité)	Règlement	Exécution d'une ordonnance de confiscation pénale étrangère	N / A (pas de procédure légale dans ma juridiction)	Exécution de la décision de confiscation d'une BCN étrangère		Autre :	
Poursuites pénales et confiscation fondées sur une condamnation	Confiscation administrative												
Confiscation sans condamnation (BCN)	Indemnisation, restitution ou indemnisation ordonnée par un tribunal à une juridiction étrangère												
Actions civiles privées (y compris procédure d'insolvabilité)	Règlement												
Exécution d'une ordonnance de confiscation pénale étrangère	N / A (pas de procédure légale dans ma juridiction)												
Exécution de la décision de confiscation d'une BCN étrangère													
Autre :													

Quelle était la base légale de la coopération internationale ? (Sélectionnez tout ce qui s'y rapporte)	CNUCC	Traité bilatéral d'entraide judiciaire
	Réciprocité	N / A
	Autre base légale (y compris les autres traités multilatéraux) :	

Quels réseaux ou partenariats de restitution d'avoirs ont été utilisés pour faciliter cette restitution ? (Sélectionnez tout ce qui s'y rapporte)	ARIN-AP	CARIN	ARO de l'UE	Assistant technique
	ARIN-CARIB	Groupe	Réseau de points focaux	StAR
	ARIN-EA	Egmont	mondiaux	Assistant technique
	ARINSA	RRAG	INTERPOL /	StAR
	ARIN-WA	IACCC		ICAR
	ARIN-WCA			
	Autre :			

Existe-t-il / y a-t-il eu une enquête / poursuite nationale concernant cette affaire : 1) dans le pays d'origine, 2) dans le pays de localisation d'avoirs ? (Sélectionnez tout ce qui s'y rapporte)	Oui, dans le pays d'origine	Oui, dans le pays de localisation d'avoirs		
	Non	Je ne sais pas		
	Si OUI : Quel est le statut de l'enquête / de la poursuite?			
	Pays d'origine:	En cours	Conclu	Je ne sais pas
	Pays de localisation d'avoirs:	En cours	Conclu	Je ne sais pas
Résultat:				

Y a-t-il d'autres facteurs spécifiques qui ont contribué à rendre la restitution d'avoirs possible dans ce cas ? Par exemple : une équipe d'enquête conjointe internationale, utilisation de mesures d'enquête spécifiques (par exemple, Ordre de la richesse inexplicée au Royaume-Uni), application de la loi sur l'enrichissement illicite, utilisation du pouvoir de la CRF de suspendre des transactions suspectes, utilisation de mesures de confiscation de valeur équivalente, engagement de personnes privées conseil pour agir au nom du pays d'origine

Pour inclure plus de 5 cas dans une sous-section, veuillez télécharger à nouveau ce questionnaire et ne remplir que la section A et tous les autres cas de la section C.

Notes pour la section C

1. Le titre du cas peut être le nom d'une entité ou d'une personne impliquée (ou prétendument impliquée) ou un identifiant différent peut être utilisé.
 2. Cela concerne les juridictions étrangères impliquées dans cette affaire, par exemple, le pays d'origine où les infractions de corruption sous-jacentes auraient été commises ; pays de localisation d'actifs ; ou un pays tiers qui a engagé une action en justice pour recouvrer des actifs.
 3. En cas de divergence significative entre le montant de l'avoir au moment de la confiscation et le montant de l'avoir au moment de la restitution (par exemple, en raison de coûts d'amortissement ou de liquidation), veuillez indiquer à la fois le montant de l'avoir au moment de la confiscation et le montant de l'avoir au moment de la restitution dans ce champ.
 4. Si la restitution a été effectuée en plusieurs tranches, donnez env. durée des tranches. Si les informations sur le mois / l'année ne sont pas disponibles, veuillez indiquer au moins l'année de la restitution. Si la restitution n'a pas encore eu lieu mais que son achèvement est prévu avant la fin de 2019, veuillez indiquer la date prévue de restitution de l'avoir.
 5. Une tierce partie est définie comme une partie autre que le pays d'origine, le pays de localisation de l'avoir et leurs représentants légaux / financiers.
 6. Voir article 2(g) UNCAC
 7. Voir article 2(f) UNCAC
 8. Voir "Pouvoir de la CRG de suspendre un transaction suspecte » dans le glossaire
 9. Cela concerne les situations dans lesquelles une institution financière décide de geler des avoirs et informe les autorités de leur action (en l'absence d'une ordonnance de gel/saisie d'un tribunal).
-

Section C: Notes supplémentaires (si nécessaire)

S'il vous plaît, notez à quel numéro de dossier vos notes (remarques) supplémentaires se rapportent.